

Des milliards pour les « quartiers » mais 200 lycées franciliens prêts à s'écrouler sur nos enfants

écrit par Christine Tasin | 26 février 2020



Ci-dessous l'exemple du lycée Rabelais... qui vient d'être évacué, lui...

Sans commentaire. Elle a bon dos, la tempête...

Les professeurs du lycée Rabelais à [Paris](#) ont 30 minutes pour évacuer l'établissement dans lequel ils enseignent. Ils vident totalement leur casier sur ordre de la région Île-de-France. « *On est encore professeurs du lycée Rabelais, mais le lycée Rabelais n'existe plus* », explique Olivier Romain, professeur d'anglais.

Dans la cour, des filets retiennent les blocs de béton

Selon l'administration, le lycée est en péril imminent. La tempête Ciara aurait endommagé les locaux. Selon Olivier Romain le professeur d'anglais qui enseigne dans le lycée depuis 13 ans, les malfaçons sont antérieures aux intempéries du mois dernier. Dans la cour, des filets

retiennent les blocs de béton. Les élèves ont interdiction de s'y rendre depuis 2018. Le lycée est évacué le jour de la rentrée des vacances d'hiver.

https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/paris-un-lycee-menace-de-s-ecrouler_3839889.html

.
Résultat des courses, la rentrée, pour les 1200 élèves et les 160 professeurs de ce lycée, sera quelque peu retardée, elle aura lieu le 9 mars et les élèves seront répartis dans une dizaine de lycées un peu partout dans Paris et en banlieue... On peut craindre le pire pour nombre de ces pauvres élèves qui payent les pots cassés et de l'impéritie de la région et de celle du gouvernement. Quant aux enseignants à qui on va demander de faire des bouts de service dans plusieurs établissements éloignés de dizaines de km, ça va être folklo, mais comme dit Hidalgo, *la voiture c'est un luxe inutile*. Sauf pour elle.

A la Région, le « J'accuse » des enseignants passe mal. *« Ce lycée est inscrit depuis 2006 dans les précédents plans pluriannuels d'investissement, c'est une rénovation globale de plus de 40 M€ qu'aurait dû être menée bien avant notre arrivée (NDLR : l'élection de Valérie Pécresse en 2015), et nous l'avons inscrite au plan d'urgence de 2017 ».*

<http://www.leparisien.fr/paris-75/paris-au-lycee-rabelais-une-rentree-eparpillee-facon-puzzle-24-02-2020-8266080.php>

Plan d'urgence de 2017... nous voilà en 2020 et rien n'a été fait ! Quand je vous parle de plans quinquennaux staliniens...

.
Voici un exemple de plus de la sottise des plans quinquennaux à la mode soviétique qui délèguent aux régions

le soin de gérer les lycées, avec les inégalités que ça suppose. Forcément une région pauvre aura plus de mal à construire, réparer, doter... ses lycées qu'une région riche. Et pour l'Ile de France qui comprend nombre de territoires perdus de la République avec les soucis et frais afférents c'est difficile...

Surtout quand on préfère payer des « brigades » pour « pacifier » les lycées d'IDF...

Pécresse se fout de notre gueule : une brigade de 15 personnes pour « pacifier » les lycées d'IDF !

Il est vrai que le tribunal a obligé [Pécresse à offrir les transports en commun gratuits aux clandestins et à leur famille...](#) ça en fait des sous qui ne vont pas ailleurs.

Mais, surtout, cette manie stalinienne française de mettre les différentes dépenses à prévoir dans des « chapitres » qui ne peuvent communiquer est aberrante. Un lycée a prévu plus de photocopies qu'il n'en fait ? L'économie ne tombe pas dans un pot commun qui servirait à réparer par exemple le bâti, non. La région a prévu de doter tous les lycées avec des centaines de nouveaux ordinateurs, de tableaux blancs numériques... l'argent est prévu pour ça et il ne peut pas être dévolu aux réparations du bâti...

Réparer le lycée Montaigne ? La modique somme de 40 millions d'euros... (j'aimerais comprendre pourquoi la moindre construction ou réparation de piscine, de lycée, de tramway... aux frais de la princesse est 10 fois plus chère que lorsqu'un particulier fait des travaux... Enfin je crois deviner, quand c'est l'Etat qui paye, ils sont nombreux à se payer sur la bête et à augmenter leurs prix d'une façon scandaleuse, distribuant souvent au passage quelques prébendes...

.
Pendant ce temps... l'Etat déverse des centaines de millions dans les Territoires perdus de la République pour y mener des actions symboliques mais inutiles par refus de dire la vérité sur le refus de l'assimilation, père de tous les échecs.

100 millions pour les « cités éducatives » de Macron, regardez la carte, évaluez les dégâts...

Les meilleures copies du concours de principal sous Blanquer... ça vous dit tout de la bérézina de l'école

.

Pendant ce temps encore, Macron a décidé de créer un « interlocuteur unique » pour les collectivités... Ils ont créé des régions et se rendent compte que c'est une pétaudière, chaque Président de région faisant ce qu'il veut de son argent, aux dépens souvent du bien commun... Il est vrai que, comme [Delga](#), consacrer l'argent du contribuable à subventionner les clandestins via l'Aquarius au lieu de veiller aux lycées, ça fait un peu désordre.

Sauf qu'il ne faut pas imaginer une seule seconde que le but de Macron est le bien de nos enfants, que nenni ! Le but est de veiller à ce que les « réformes » de Blanquer et compagnie soient bien appliquées partout...

63.000 écoles, collèges et lycées dont « la construction, l'entretien, la rénovation et la restructuration relèvent pleinement des compétences » des collectivités, avec des enjeux forts de sécurité, d'accessibilité, de performance énergétique et d' »adaptation des bâtiments aux pratiques pédagogiques, actuelles et futures ». Sont listées plusieurs réformes ou priorités qui pourraient avoir un impact direct sur ce cadre bâti : le **dédoublé**ment des classes de CP et CE1, la réforme du lycée et du bac, le concept de « l'école

du socle commun », le numérique, l'évolution des bibliothèques et centres de documentation, la question des internats...

<https://www.banquedesterritoires.fr/bati-scolaire-bientot-un-interlocuteur-ministeriel-dedie-pour-les-collectivites>

.

Bref, l'interlocuteur unique devra veiller à ce que les établissements scolaires soient des lieux de vie et non d'apprentissage.

Verstanden ? Avec Macron une forme de centralisme (européiste) est de retour, mais il n'a rien de démocratique, chacun s'en doute.